



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

perspectives

Question au Gouvernement n° 1166

Texte de la question

SOMMET DU G20

M. le président. La parole est à M. François Loos, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. François Loos. Ma question s'adresse à Mme la secrétaire d'État chargée du commerce extérieur. Comme vient de le dire Laurent Wauquiez, la crise financière inquiète nos concitoyens. Ils attendent des réponses concrètes du sommet du G20, qui se tient demain à Londres.

Notre Président de la République a déjà beaucoup fait pour que les banques puissent mieux servir les besoins de l'économie et pour qu'un plan de relance soit adopté. (*Protestations sur les bancs des groupes GDR et SRC.*) Les progrès sont notables dans le domaine de la finance et pour l'économie réelle, en particulier dans les secteurs de l'automobile et du BTP.

La crise est venue des États-Unis, où des acteurs affranchis de tout contrôle et de toute morale ont dévoyé les instruments financiers. (*Exclamations sur les bancs du groupe GDR.*) L'absence de contrôle, les normes comptables autoproclamées, l'utilisation inacceptable des paradis fiscaux, l'opacité des fonds spéculatifs, tout cela est à l'origine de cette crise !

M. André Wojciechowski. Très juste !

M. François Loos. Dans ce G20, les Américains, les Chinois, les Européens ont-ils les mêmes problèmes, les mêmes priorités ? Veulent-ils travailler chacun pour soi ou sont-ils prêts à engager collectivement les réformes nécessaires pour remettre la finance internationale au service de l'économie ?

C'est la France qui a demandé la réunion du premier G20 à Washington. Le second se tiendra demain à Londres. Que peut-on attendre de cette instance ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

M. Maxime Gremetz. Pyromane !

M. le président. La parole est à Mme Anne-Marie Idrac, secrétaire d'État chargée du commerce extérieur.

Mme Anne-Marie Idrac, *secrétaire d'État chargée du commerce extérieur*. Monsieur François Loos, la crise révèle en effet la faillite d'un système irresponsable et mal régulé. C'est la raison pour laquelle le Président de la République a souhaité, dès le mois de novembre, avec le premier G20 consacré à la crise, une véritable refondation du système économique et financier mondial.

M. Jean-Pierre Brard. Vive le bolchevisme !

Mme Anne-Marie Idrac, *secrétaire d'État*. Pour parcourir le monde, je sais qu'il y a à l'égard de la France une énorme attente, à la hauteur des impulsions données par le Président de la République et autour desquelles nous devrions pouvoir nous rassembler.

Pour restaurer la confiance nous avons intérêt tout à la fois à la mise en oeuvre rapide et énergique des plans de relance et à des réformes en profondeur.

Vous m'interrogez sur les positions des différentes puissances. Les États-Unis ont fait, dans le sens de ces réformes en profondeur, des déclarations encourageantes. Le président Obama a dit qu'il ne fallait pas de demi-mesures ; nous lui faisons confiance.

La Chine, au-delà de son important plan de relance, ne doit pas redouter d'aller plus loin dans la coopération internationale pour une meilleure régulation. Elle est et sera bien évidemment un acteur majeur de la reprise. Quant à l'Europe, le Premier ministre vient à l'instant de rappeler les propositions que nous avons mises sur la table et dans lesquelles la France et l'Allemagne engagent tout leur poids politique.

Le sommet de Londres, en 1933, avait débouché sur la spirale infernale du protectionnisme et du repli sur soi. Nous ferons tout cette fois-ci pour que prédomine l'ambition, l'état d'esprit coopératif que vous appelez de vos vœux et le sens des responsabilités collectives qu'imposent les circonstances. La semaine prochaine, Christine Lagarde rendra compte à la commission des affaires européennes des résultats de ce sommet, que nous espérons refondateur de confiance. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. François Loos](#)

Circonscription : Bas-Rhin (9^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1166

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Commerce extérieur

Ministère attributaire : Commerce extérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 avril 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 2 avril 2009